

ATTESTATION

Document préparé conformément à l'article 14 de la *Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic* (« LRSP »)

Destinataire : Conseil d'administration du Réseau local d'intégration des services de santé de Mississauga Halton, exerçant maintenant ses activités sous le nom de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire de Mississauga Halton

Expéditrice : Donna Cripps, directrice générale intérimaire, Services de soutien à domicile et en milieu communautaire de Mississauga Halton

Objet : Déclaration de conformité trimestrielle
Rapport pour la période allant du 1^{er} avril au 30 juin 2021 (« période visée »)

Au nom de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire (« SSDMC ») de Mississauga Halton, je confirme ce qui suit :

- la rédaction et l'exactitude des rapports exigés de SSDMC, dans l'article 5 de la LRSP, sur le recours aux experts-conseils;
- la conformité de SSDMC à l'interdiction, dans l'article 4 de la LRSP, de retenir des services de lobbyiste au moyen de fonds publics;
- la conformité de SSDMC à toutes ses obligations énoncées dans les directives applicables émises par le Conseil de gestion du gouvernement;
- la conformité de SSDMC à ses obligations énoncées dans le protocole d'entente en vigueur qui a été établi avec le ministère de la Santé (« ministère »);
- la conformité de SSDMC à ses obligations énoncées dans l'entente de responsabilisation MSSLD-RLISS en vigueur;

durant la période visée.

En préparant cette attestation, j'ai exercé le soin et la diligence qu'on peut raisonnablement attendre d'une directrice générale (« DG ») en pareilles circonstances, notamment demander les renseignements nécessaires auprès du personnel de SSDMC en connaissance de cause.

Je certifie également que toute exception matérielle à cette attestation est documentée dans l'annexe A ci-jointe.

Fait à Brampton, Ontario, ce 30^e jour de juin 2021.

Copie originale signée par

Donna Cripps
Directrice générale intérimaire
Services de soutien à domicile et en milieu communautaire de Mississauga Halton

Annexe A

Certificat de conformité de la directrice générale

pour la période allant du 1^{er} avril au 30 juin 2021

1. PROTOCOLE D'ENTENTE

Voir ci-dessous

2. ENTENTE DE RESPONSABILISATION MSSLD-RLISS

Voir ci-dessous

3. RÉDACTION ET EXACTITUDE DES RAPPORTS EXIGÉS DANS L'ARTICLE 5 DE LA LRSP

Aucune exception connue

4. INTERDICTION, DANS L'ARTICLE 4 DE LA LRSP, D'AVOIR RECOURS À DES SERVICES DE LOBBYISTE AU MOYEN DE FONDS PUBLICS

Aucune exception connue

5. CONFORMITÉ AUX DIRECTIVES APPLICABLES ÉMISES PAR LE CONSEIL DE GESTION DU GOUVERNEMENT

- a. Directives sur l'approvisionnement de la Fonction publique de l'Ontario (FPO)
 - Aucune exception connue
- b. Directives sur les frais de déplacement, de repas et d'accueil de la FPO
 - Aucune exception connue
- c. Directives sur les avantages accessoires de la FPO
 - Aucune exception connue

Note 1 – Healthcare Insurance Reciprocal of Canada (HIROC)

Il se peut que SSDMC de Mississauga Halton n'ait pas respecté l'article 28 de la *Loi sur l'administration financière* (« LAF »). Les ententes de souscripteur de HIROC des centres d'accès aux soins communautaires (« CASC ») ont été transférées aux réseaux locaux d'intégration des services de santé (« RLISS ») en vertu d'un arrêté de transfert pris par la ministre de la Santé et des Soins de longue durée conformément à l'article 34.2 de la version historique de la *Loi de 2006 sur l'intégration des systèmes de santé locaux* (« LISSL »). Une assurance de réciprocité, de par sa nature et sa composition, soulève une question de conformité au sens de la LAF dans la mesure où l'ensemble des membres assument les risques. Comme il est noté ci-dessous, il y a incertitude quant à la conformité de cet arrangement pris avec HIROC. Ni l'arrêté de transfert pris par la ministre ni les lois applicables ne permettent de déterminer avec certitude si cette augmentation de la dette éventuelle de la Couronne est telle que SSDMC se trouve en situation de non-conformité à la LAF et à chaque protocole d'entente MSSLD-RLISS. De plus, SSDMC ne saurait confirmer si cette question a été abordée ou non dans les documents d'approbation du Conseil de gestion du gouvernement concernant la modification législative ayant permis d'effectuer le transfert.

SSDMC avait compris à l'époque, d'après le ministère, que le transfert de l'entente effectué conformément à l'arrêté pris par la ministre ne donnerait pas lieu à une situation de non-conformité. Toutefois, en décembre 2020, Santé Ontario a soumis une analyse de rentabilité au ministère pour lui demander de présenter le cas de SSDMC au Conseil du trésor aux fins d'exemption. SSDMC attend les résultats de cette démarche récente.

Note 2 – Directives de l'Ontario sur les données et les services numériques, 2021

Les actifs, passifs, droits et obligations des CASC ont été transférés à SSDMC en vertu d'un arrêté de transfert pris par la ministre en vertu de l'article 34.2 de la version historique de la LISSL. En conséquence, SSDMC a pris possession des dossiers du CASC et d'autres renseignements qui ne sont pas conformes aux Directives de l'Ontario sur les données et les services numériques.

Dans le cadre de ses démarches pour assurer l'intégration harmonieuse du CASC et de SSDMC, SSDMC s'est employé à se conformer aux exigences en matière de données prévues dans les Directives de l'Ontario sur les données et les services numériques. Étant donné la transformation actuelle du système de santé, les travaux ont été suspendus en attendant de plus amples directives administratives. Le ministère a participé à ce travail. Entre-temps, SSDMC s'assure de répondre aux demandes de données du public en temps opportun.

Note 3 – Loi de 2006 sur les archives publiques et la conservation des documents

Conformément à un arrêté de transfert pris par le ministère en vertu de la version historique de la LISSL, les dossiers du CASC ont été transférés à SSDMC. Ce transfert a entraîné la non-conformité à la *Loi de 2006 sur les archives publiques et la conservation des documents* (« LAPCD »), surtout en raison des délais d'adoption et du besoin d'aligner les séries de dossiers.

Les RLISS ont soumis deux séries de dossiers sur les soins aux patients (« séries de dossiers ») à l'archiviste de l'Ontario, le 8 novembre 2019, conformément aux exigences de la LAPCD relatives aux calendriers de conservation. Le Bureau des archives a passé en revue les deux séries de dossiers aux fins d'évaluation archivistique et a déterminé qu'elles répondent aux exigences en matière de conservation de dossiers. À la demande du Bureau des archives, la DG des RLISS signera les séries de dossiers comme prochaine étape, après quoi l'archiviste de l'Ontario les signera à son tour et les publiera aux fins de mise en œuvre par SSDMC.

Note 4 – Financement de logement – maisons de retraite – SSDMC de Mississauga Halton

En 2017, le CASC de Mississauga Halton avait financé deux maisons de retraite, qui accueilleraient des patients ayant besoin d'un autre niveau de soins (« ANS ») et en attente d'un placement dans un foyer de soins de longue durée, pour permettre la mise en place de 21 lits. Cela a permis d'assurer la capacité nécessaire pour appuyer le cheminement des patients au sein du système et optimiser la capacité des soins actifs. Le financement accordé à cette fin par SSDMC de Mississauga Halton n'est pas conforme aux exigences de la *Loi de 1994 sur les soins à domicile et les services communautaires* dans la mesure où ce type de financement ne peut servir qu'à la prestation de soins directs. SSDMC examinera ses activités et prévoit se conformer aux exigences en prenant d'autres arrangements financiers ou en alignant la capacité avec d'autres services offerts, maintenant que les pressions exercées sur le système en raison de la pandémie semblent se stabiliser.

Note 5 – Expiration du contrat et du financement pour l'exception au processus d'approvisionnement – SSDMC de Mississauga Halton

En 2019-2020 et 2020-2021, le ministère a approuvé une exception en vertu de l'article 6.0(d) de la politique et procédure d'approvisionnement de services aux clients du CASC de 2007. Cette exception a permis au RLISS de Mississauga Halton d'attribuer un contrat sans processus concurrentiel visant la prestation de services de soutien à la personne et d'aides familiales pour 24 lits dans une maison de retraite locale. Le financement pour l'exercice 2021-

2022 n'a pas été confirmé et les lits sont toujours en place sans que le ministère ait approuvé une exception au processus d'approvisionnement. En partenariat avec Santé Ontario (SO), SSDMC a demandé au ministère de confirmer le financement afin d'assurer la prestation continue de ces services ou il réévaluera la capacité requise en fonction de la capacité des autres organismes au sein du système local.